



Céline Bardet lors du forum Stand Speak Rise Up! de 2019

Innover pour mieux répondre : le numérique au service des victimes de violences sexuelles liées aux conflits

CÉLINE BARDET

JURISTE INTERNATIONALE, FONDATRICE ET PRÉSIDENTE DE WE ARE NOT WEAPONS OF WAR, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE STAND SPEAK RISE UP!

Les violences sexuelles utilisées comme arme de guerre sont présentes dans les conflits depuis toujours, aussi silencieuses que leurs victimes semblent invisibles. Elles constituent une arme à déflagration multiple, touchant la victime mais aussi sa famille, sa communauté ainsi que toute la société. **Souvent regroupées sous l'appellation de « viol de guerre », les violences sexuelles dans les conflits peuvent constituer une stratégie militaire ou politique à part entière.**

Ces viols constituent des crimes. Force est de constater qu'il est très rare qu'un conflit échappe à l'utilisation du viol. Si les violences sexuelles liées aux conflits (VSC) ont toujours existé, aujourd'hui, elles représentent une stratégie politique et / ou militaire à part entière, phénomène quasi endémique dans tous les conflits contemporains. **Elles se propagent dans la guerre mais aussi dans les environnements fragiles tels que la route de la migration, les camps de réfugiés ou lors de crises politiques.** Les situations de conflit et l'absence d'État de droit créent une situation dans laquelle l'insécurité et donc l'impunité prévalent. C'est dans ce contexte que le viol peut devenir un enjeu de crime de masse, il est donc nécessaire de travailler aussi à titre préventif et d'innover afin de mieux répondre à ces enjeux et rendre leur dignité aux victimes.

Ayant peu voire pas accès ni à la justice ni aux soins, le stigma et le trauma que le viol génère ne peuvent être soignés immédiatement comme ils le devraient. Les victimes se terrent alors dans le silence, les preuves disparaissent et ce crime devient un crime parfait, impossible à prouver. Une sorte de silence collectif couplé au tabou lié aux violences sexuelles privent les victimes de voix et de réponse face aux crimes commis. Le viol de guerre a un impact dévastateur pour les individus victimes mais aussi pour la société. S'ils ne sont pas adressés et poursuivis, la violence continue de s'amplifier, une culture du viol s'installe dans les pays où le viol de guerre a eu lieu, bien longtemps après la fin des conflits. Témoins des viols, qui ont souvent lieu en public ou devant les membres de la famille, les enfants et les jeunes adultes intègrent cette notion comme une norme. Ceci plante des graines pour un terreau fertile de violences qui continuent d'opérer telle une métastase dans la société entière.

Et pourtant, le crime de viol reste encore trop considéré comme secondaire, c'est aussi celui le moins poursuivi encore aujourd'hui au niveau judiciaire, faute de preuves mais surtout faute de bonnes approches permettant d'identifier et de permettre aux victimes de s'exprimer, selon leurs besoins.

Au cours des dernières années, les violences sexuelles dans les conflits sont devenues un enjeu public mondial dont on parle beaucoup plus, que ce soit dans les politiques publiques internationales ou dans les médias. Ceci grâce au travail incessant de la société civile et des survivant.e.s elles/eux-mêmes qui prennent la parole et n'acceptent plus d'être relayées au rang de « simples victimes ». Si ces progrès constituent une avancée non négligeable, pour autant, le constat reste amer car si l'on

« *La réalité du terrain contraste avec cette prise de conscience mondiale* »

parle beaucoup plus de ces crimes, la situation elle, reste quasiment la même et le phénomène ne diminue pas. De plus, si le sujet est devenu plus accessible, il n'existe quasiment aucune donnée sur l'ampleur des violences sexuelles liées aux conflits dans le monde, son modus operandi, le profil des auteurs, le nombre exact de victimes etc.

Alors, comment vouloir répondre à ces enjeux en ayant aussi peu de données fiables ? Comment permettre aux victimes de s'exprimer et de signaler ces viols sans qu'elles ne se sentent sous pression ni ne doivent le faire à travers des intermédiaires ? Comment s'assurer qu'au-delà des conférences et des déclarations internationales, des réponses efficaces soient financées et mises en œuvre sur le terrain ? Comment développer des outils innovants afin de répondre à ces questions et donc d'apporter des solutions plus pérennes, plus efficaces et plus impactantes ? Puisque les autres ne fonctionnent pas.

A ce jour, nous estimons que plus de 80 % des victimes de viols se trouvent dans des zones inaccessibles. Au pire, elles ne sont jamais identifiées ; au mieux, elles sont identifiées et localisées mais plusieurs semaines voire plusieurs mois après la commission du crime.

Le conflit en Ukraine nous a montré à quel point il était complexe de savoir ce qui se passait pour les femmes et les jeunes filles en zone occupée, sans accès à aucun service et donc dans l'incapacité de signaler leur détresse et les crimes qu'elles subissaient, sans oublier la question des éléments de preuves qui ne sont pas sauvegardés. **Il est aussi constaté en Ukraine actuellement mais comme dans de nombreux pays, une forte réticence des victimes à venir signaler ce qu'elles ont subies.** Et c'est exactement sur cet aspect que nous avons échoué. Ce constat existe par ailleurs s'agissant des violences sexuelles, domestiques et conjugales.

Passant beaucoup de temps sur le terrain, dans des zones géographiques très différentes, de l'Europe à l'Afrique en passant par l'Asie et le Moyen Orient, je constate qu'il est trop souvent attendu des victimes qu'elles se rendent elles-mêmes dans les centres de prise en charge, qu'elles prennent la parole et qu'elles soient en capacité de raconter ce qu'elles ont vécu aux médecins, juristes, ONGs etc. Pourtant, la plupart du temps elles ne peuvent ou ne veulent interagir avec des tiers, tant le trauma, la peur, le tabou et la honte sont importants. Par ailleurs, dans nombre d'endroits, les victimes se trouvent dans des zones peu accessibles, ne disposent pas toujours des moyens pour se déplacer et sont confrontées à des risques élevés pour leur sécurité. Les professionnels de la prise en charge ne sont donc pas en contact avec elles. Ce qui génère des situations que l'on pourrait qualifier d'absurde. Car s'il est un fait que certains pays manquent de structures et de services appropriés et fonctionnels, on oublie souvent que d'autres en disposent mais ne parviennent souvent pas à identifier et localiser les victimes ni à mettre en place les bonnes approches permettant de pouvoir les accompagner.

Même si les violences sexuelles liées aux conflits restent majoritairement commises dans des pays où les institutions sont défaillantes, celles-ci ne sont pas en capacité de répondre aux besoins des victimes et de soutenir les professionnels de terrain. Enfin, il arrive que lors des dépôts de plainte, les victimes soient directement confrontées à l'auteur du crime, parfois agent de l'État.

Pour répondre à ces enjeux, il nous faut d'une part prendre conscience du trauma que le viol génère, des contextes dans lesquels ils sont commis et surtout écouter ces victimes en cessant de poser des injonctions et en adaptant NOS approches à LEURS besoins. Les programmes actuels restent encore trop basés sur des processus anciens, qui ne correspondent pas nécessairement à la réalité des besoins. De plus, trop de dossiers judiciaires n'aboutissent pas faute d'éléments de preuves suffisants. Pourtant, activistes locaux, enquêteurs, médecins, etc. ont un accès direct à des informations précieuses sans savoir où, avec qui, ni comment les utiliser. D'autres, les journalistes-documentaristes ou les ONGs rencontrent des survivant.e.s et recueillent des témoignages sans disposer des moyens, connaissances ou réseaux pour utiliser ces informations au bénéfice des victimes. Et, le risque que certains activistes ou témoins ne disparaissent ou soient tués, nécessite de mettre à leur disposition des outils de sauvegarde sécurisés des éléments collectés, faciles à utiliser, pour leur permettre

d'assurer l'utilisation de leur travail. Enfin, les victimes elles-mêmes sont capables de donner énormément d'informations très rapidement après les faits, capacité qu'elles perdent souvent rapidement ensuite du fait des effets du trauma, de la mémoire traumatique et de l'enclenchement de la psyché qui, aux fins de survie, bloque certaines images et souvenirs. Le temps est donc essentiel.

Le progrès technologique peut souffrir de nombreuses critiques, parfois légitimes. Mais c'est certainement parce que cette technologie est la plupart du temps développée pour des marchés lucratifs. Pourquoi des concepts tels que Uber, WhatsApp, Twitter, Doctolib ou encore Airbnb ne pourrait pas être pensés et développés aussi dans un objectif d'intérêt public général ?

Le digital tel que la téléphonie mobile intelligente se retrouve dans le monde entier, et contrairement aux idées reçues, particulièrement dans les pays en développement où le smart phone est souvent un élément clef d'information et de vie quotidienne, au-delà d'être un outil de communication.

We are NOT Weapons of War innove pour résoudre les problèmes d'intérêt général, et s'intéresse depuis sa création au digital et aux nouvelles approches afin d'être plus impactant face à ce phénomène qui ne cesse de croître et pour lequel les réponses restent largement inefficaces. **Le numérique est donc apparu comme le moyen idéal et adapté pour répondre de nos jours, aux enjeux des violences sexuelles liées aux conflits avec l'idée de mettre à profit ce digital, aux victimes elles-mêmes.** De là est né le concept BackUp : un projet transversal qui répond directement à ces problématiques et s'articule autour de trois outils fonctionnant de concert :

- Une web application de signalement et d'identification. Elle dispose d'un questionnaire simple, mais listant les éléments essentiels. Sécurisée et accessible en continu, via n'importe quel outil (téléphone, tablette, ordinateur...) elle est destinée

a) aux survivant.e.s qui souhaitent signaler les crimes et être assisté.e.s par les relais locaux et internationaux (services médicaux, psychosociaux et judiciaires),

b) aux proches qui souhaitent les signaler ; et

c) aux tiers (proche, témoin, activiste, journaliste, médecin, chercheur, etc.) témoins de ces crimes. L'outil a été développé pendant 4 ans, par l'entreprise Intech en coopération avec WWoW, avec le soutien de la Fondation de S.A.R. La Grande-Duchesse du Luxembourg, du programme Business Partnership Facility du Luxembourg et de certains donateurs privés. Il a fait l'objet d'une phase pilote avec des résultats très positifs, au Burundi, Rwanda, Guinée Conakry et Libye en 2019 et 2020, financé par l'Agence Française de Développement. BackUp a été développé par et pour les survivant.e.s qui ont participé activement à son contenu et à ses fonctionnalités afin de correspondre au mieux, à leurs besoins. Et c'est une réfugiée syrienne qui a été chargée de développer son design. Nombre de victimes lors de la phase pilote ont souligné l'importance pour elles de pouvoir témoigner sans devoir faire face à quelqu'un, sans pression et de la manière dont elles le choisissaient.

- Un BackOffice, face B du BackUp, qui collecte, centralise et sécurise les données reçues pour être classifiées et analysées grâce à l'appui de l'intelligence artificielle. Les témoignages et dossiers finalisés sont authentifiés, enregistrés et archivés sur la blockchain, afin d'assurer l'inaltérabilité et la non-répudiation des éléments de preuve. Il permet aussi de quantifier et de donner une voix aux victimes, avec des éléments qui viennent directement du terrain et donc ne passent pas par des intermédiaires. A terme, BackUp construit aussi l'histoire de tout.e.s ces survivant.e.s dans le monde entier et leur donne la voix qu'elles/ils n'ont pas.

BackUp permet aussi de mesurer l'ampleur des violences sexuelles dans le monde en temps réel et donc de produire des données fiables permettant de mieux orienter les besoins et donc les programmes d'appui, voire de pouvoir devenir un outil d'alerte à long terme.

- Enfin, une plateforme collaborative professionnelle, tandem de la web- application mobile qui, par accès privé, fédère et coordonne les professionnels, à travers une hotline spécialisée pour échanger et partager les expériences, bonnes pratiques et informations de manière sécurisée. Elle comportera un annuaire professionnel et une base de données pour créer un réseau d'experts spécialisés mobilisables rapidement. La mutualisation et l'authentification des ressources collectées et partagées permettra à court-terme la création du premier Observatoire international des violences sexuelles liées aux conflits (OIVSC). Cette plateforme doit encore être développée.

Au niveau institutionnel et individuel, BackUp est donc un accélérateur de justice au sens large mais aussi et surtout un outil qui donne une voix à toutes ces victimes, dans le monde entier en leur permettant de pouvoir dire « Je m'appelle Solange, Irina ou Salma, j'existe et voici mon histoire ». BackUp augmente, facilite et multiplie la capacité d'atteinte des personnes et surtout vise à redonner une dignité et une voix à celles et ceux que l'on met sous silence, par gêne de vouloir entendre ce que l'humanité est capable de faire et pour nous aider à ouvrir les yeux et enfin répondre à ces cris silencieux... Cet outil doit maintenant être déployé dans le monde entier ce qui nécessite des ressources dont actuellement WWoW ne dispose pas...

Encourager les survivant.e.s à s'exprimer exige que nous soyons à la hauteur des réponses à donner. Nous ne pouvons plus fermer les yeux.